

## Régions : après l'exode, les signes d'une reconquête.<sup>1</sup>

Bernard Vachon, Ph.D.

Professeur retraité du département de géographie de l'UQAM

Spécialiste en développement local et régional

---

### **Mine de rien, une tendance au repeuplement se dessine**

*L'évolution démographique d'une ville, d'une région ou d'un pays repose sur deux variables : 1. Le solde entre les naissances et les décès, soit l'accroissement naturel; 2. Le solde entre les départs et les arrivées, soit l'accroissement attribuable aux échanges migratoires interrégionaux (incluant aussi les arrivants d'autres pays).*

### **L'exode des régions**

Depuis les années 50, l'évolution démographique des territoires hors des grands centres urbains a été marquée par une véritable saignée qui a affaibli considérablement le capital humain des régions. L'exode est la principale cause de cette hémorragie et comme ce problème touchait tout particulièrement les jeunes tranches d'âge de la population, l'accroissement naturel a aussi été entraîné dans ce processus d'appauvrissement démographique des régions.

La décroissance et le vieillissement prématuré des populations en région, consolidés sur une période de plus de 60 ans, laissaient peu d'espoir pour un redressement.

Le 11 juillet 2019, l'Institut de la statistique du Québec dévoilait les perspectives démographiques de 2016 à 2066 pour l'ensemble du Québec, et de 2016 à 2041 à l'échelle régionale. On déclarait que les données présentées « rendent compte de la direction vers laquelle la population du Québec se dirige si les tendances actuelles se maintiennent. »

Dans les tableaux de l'ISQ, plusieurs municipalités des régions intermédiaires et périphériques, dites régions-ressources, présentent, sur la base des « tendances historiques », des perspectives inquiétantes pour leur avenir, que certains n'ont pas hésité à dramatiser. Le président de la firme de consultants Groupe Ambition, Pierre Bernier, a soutenu que près de 200 municipalités pourraient devoir « fermer d'ici 2025 ».

Mais il est hasardeux de prédire la mort d'une communauté. Surtout dans un contexte de grands bouleversements alors que les transitions économique, numérique et écologique modifient les logiques de l'occupation du territoire et, dans son sillage, la configuration géographique de la répartition des activités économiques, des emplois et des populations.

---

<sup>1</sup> La première partie de ce texte portant sur les soldes migratoires interrégionaux a donné lieu à un [article](#) publié dans les quotidiens Le Devoir et Le Soleil, respectivement les 12 et le 13 mars dernier

### L'exode urbain des grands centres profite aux régions

Dans une publication en date du 20 février dernier, l'ISQ rendait publics les soldes migratoires entre « entrants » et « sortants » par région administrative, grandes villes et MRC, pour les années 2001-2002 à 2017-2018. L'analyse de ces données permet de constater les signes de tendances émergentes: les bilans migratoires des principaux pôles urbains enregistrent des pertes croissantes alors que ceux de plusieurs régions, jusqu'alors négatifs, s'atténuent, sont même renversés, principalement depuis 2010. Ainsi, Montréal a perdu 150 177 personnes dans ses échanges interrégionaux entre 2010-2011 et 2017-2018, dont 23 663 pour la seule année 2017-2018. À Québec, sans être négatifs les soldes migratoires sont faibles, soit une moyenne annuelle de 416 entre 2010-2011 et 2017-2018. Ce mouvement prend la forme d'un véritable exode urbain.

Les couronnes périurbaines et les régions voisines de Montréal et de Québec (Montérégie, Lanaudière, Les Laurentides, Capitale nationale) sont largement bénéficiaires de ces déplacements, mais pas exclusivement. Les régions intermédiaires et périphériques) avec leurs villes petites et moyennes et territoires ruraux, tirent aussi profit de cet exode qui frappe les grands centres. Les écarts entre entrants et sortants ont eu, ici, une évolution variable mais souvent positive pour certaines d'entre elles. Trois des huit régions-ressources parviennent même à renverser la tendance négative du début des années 2000 et deux autres ont marqué de réels progrès. Les régions Nord-du-Québec et Côte-Nord ont des bilans migratoires annuels qui laissent croire à une amélioration, mais leur évolution en dents de scie oblige à freiner l'enthousiasme. Le caractère particulièrement excentrique de ces deux territoires et la structure économique fondée très largement sur l'exploitation des ressources naturelles expliqueraient peut-être une attractivité et une capacité de rétention plus faibles que ce que l'on observe ailleurs?

#### Soldes migratoires interrégionaux

Région-ressource	2001-2002	2017-2018
Bas-Saint-Laurent	-1 095	-132
Saguenay—Lac-Saint-Jean	-2 961	-554
Mauricie	-203	+868
Abitibi-Témiscamingue	-2 005	-406
Côte-Nord	-1 868	-905
Gaspésie—Îles-de-la Madeleine	-805	+238
Chaudières-Appalaches	+387	+974
Nord-du-Québec	-611	-94
<b>Total</b>	<b>-9 130</b>	<b>-11</b>

Sources : Institut statistique Québec. *Entrants, sortants, soldes migratoires interrégionaux, 2020.*

### L'éveil d'une renaissance

Longtemps terre d'exode, plusieurs régions deviennent des terres d'accueil et laissent entrevoir des perspectives d'avenir qui devraient recevoir une attention plus grande de la part des chercheurs et des décideurs publics.

Les bilans migratoires ne compensent pas encore les déficits de la croissance naturelle mais ils sont porteurs d'un élan qui permet l'optimisme. Et les cohortes de jeunes ménages et de travailleurs indépendants qui font le choix de s'établir en région auront demain une participation significative à la croissance naturelle.

Il faut voir et entendre les initiatives et les expérimentations actuellement en cours dans les petites villes et villages en région pour se convaincre des nouveaux dynamismes qui émergent un peu partout. Après des décennies de torpeur, les régions renaissent. Ces nouveaux lieux de vie, de création, et de production sont choisis par des familles, des travailleurs et des entreprises parce qu'ils sont enviables et viables. Il y a désormais une alternative à la grande ville.

### **Des forces « révolutionnaires » de changement s'annoncent**

Depuis les années 50 on a assisté à la conjugaison de forces économiques et sociales qui ont conduit à l'édification d'un modèle d'occupation et d'utilisation du territoire caractérisé par la concentration des activités économiques et des ménages sur quelques lieux fortement urbanisés d'une part, et la dévitalisation des régions d'autre part. Un modèle dont la forme accomplie est l'aire métropolitaine (la ville-centre et sa couronne périurbaine) et un chapelet de villes petites et moyennes et villages disséminés sur le territoire aux prises avec des problèmes plus ou moins aigus de développement. Pour assurer la bonne marche du processus de métropolisation, le gouvernement a investi des sommes colossales en infrastructures, équipement et services publics sur les centres de Montréal et Québec principalement, perçus comme les locomotives de la croissance et cœurs du progrès.

Les études, observations et expériences construisent en nous des schémas mentaux – l'occupation et l'organisation du territoire par exemples, ou les concepts de ville et de campagne – et nous avons facilement tendance à croire que les choses sont immuables, que le monde tournera demain comme il tourne aujourd'hui.

Mais si les évolutions en cours (dématérialisation de vastes pans de l'économie, révolution numérique, essor des technologies d'information et de communication, télétravail, transition écologique, quête d'une meilleure qualité de vie, lutte des pouvoirs publics contre l'étalement urbain, etc.) remettraient en question nos certitudes et nos prévisions fondées sur des tendances historiques? Si ces évolutions nous obligeaient à revoir en profondeur les relations entre pôles métropolitains et régions, entre villes et campagnes, les mobilités pendulaires entre lieux de résidence, lieux de travail et lieux d'étude, les organisations du travail, les modes d'occupation du territoire, le fonctionnement de la société ?

Plusieurs signes sont déjà là pour nous indiquer que de profonds changements se préparent et que plusieurs de nos modèles et modes d'organisation hérités des dernières décennies seront bouleversés, répondant à de nouvelles forces de construction et de configuration des territoires.

Des villes et des villages, oubliés depuis longtemps par le développement, reconquièrent une nouvelle attractivité et sont choisis comme lieux d'établissement pour vivre, innover, travailler et produire.

Comment expliquer les décisions de chefs d'entreprises, de travailleurs indépendants et de familles de s'installer sur un territoire réputé peu attractif, où les ressources et les compétences nécessaires au développement d'un projet ambitieux manquent a priori ? Et si ces choix de lieux d'installation étaient, à certaines conditions, parfaitement rationnels et conformes à un mode de raisonnement stratégique, ou répondant à des valeurs personnelles qui ne sont pas sans liens avec des préoccupations et des valeurs de notre temps ?

Aujourd'hui, des centaines de Québécois, voire des milliers, sont à la recherche d'un mode de vie plus sain, plus proche de la nature, plus convivial et solidaire. Ils quittent les grands centres urbains pour s'installer à la campagne ou dans une petite ville en région. Les paysages naturels, les forêts, l'air frais et la quiétude, voire le silence – autant d'éléments qui ont disparu dans les métropoles – mais aussi la convivialité, la solidarité, la proximité, le lien social, qui sont le propre des petites communautés, sont là perçus comme des opportunités. Les villes petites et moyennes et la ruralité deviennent dans ce contexte une alternative enviable aux grandes villes.

Les mouvements démographiques qui ont nourri la surconcentration et le principe de la croissance illimitée des grands pôles urbains manifestent aujourd'hui les signes d'un ralentissement. Celui-ci se traduit par l'apparition d'un phénomène d'exode urbain au bénéfice des régions intermédiaires et « éloignées » à un point tel, comme on l'a vu plus haut, que les derniers tableaux de l'Institut de la Statistique du Québec révèlent des bilans migratoires positifs en voie de se substituer au long mouvement d'exode rural et régional dans plusieurs régions.

### **Changer notre regard sur les régions et les territoires ruraux**

Il y a, dans cette dynamique de changement, un champ de connaissance très largement déficitaire qui devrait retenir l'attention des chercheurs. Et en amont, il faut répertorier et diffuser les nombreuses initiatives et expérimentations qui voient le jour dans les petites villes et villages en région qui sont autant de témoignages d'un nouveau dynamisme dans les territoires.

Il ne faut pas sous-estimer le nouvel horizon que représente la transition écologique (l'adaptation économique et sociale aux changements climatiques) qui, combinée à la dématérialisation de l'économie et à la révolution numérique, stimule des changements dans nos modes de vie et nos façons d'habiter l'espace.

Le déploiement de l'activité économique et de l'emploi hors des grands centres ainsi que le rapprochement entre lieu de résidence et lieu de travail, pour contrer le navettage quotidien sur de longues distances, source d'émissions de GES et pour assurer un meilleur équilibre de l'occupation du territoire, s'imposeront comme des objectifs majeurs dans

les politiques et stratégies gouvernementales d'aménagement et de développement du territoire.

### **Survient la pandémie**

La tourmente sanitaire et économique qui frappe actuellement le Québec créée par la fureur tragique de la pandémie du Covid-19, expose de façon brutale plusieurs des vulnérabilités de notre civilisation dont les préoccupations de croissance, de mondialisation des marchés, de performance économique – monopolisant l'essentiel de nos énergies vitales– auront obscurci les devoirs fondamentaux des responsabilités collectives associées à l'épanouissement des peuples. En quelques semaines les institutions ont été mises à genoux, les systèmes de production mis à l'arrêt et la vie quotidienne des citoyens complètement perturbée par le confinement, l'angoisse et l'incertitude.

Issue du monde animal (chauve-souris ou pangolin), le Covid-19 s'est propagé à une vitesse difficilement contrôlable du fait de nos modes de vie (mobilité des personnes et des biens, forte densité de l'habitat et de l'activité, proximité sociale dans les lieux de travail et de services, ...) et les effets probables des changements climatiques. « Le dérèglement climatique, directement lié aux émissions de gaz à effet de serre dues à l'activité humaine, est un vrai multiplicateur de menaces » (Laurence Tubiana, économiste écologiste, titulaire de la chaire Développement durable à Sciences Po de Paris et directrice de la Fondation européenne du climat).

Les observations satellites montrent de fortes diminutions des émissions de GES en Chine et en Italie du Nord du fait de la réduction des activités industrielles et de la circulation. Au cours du mois de février, les émissions chinoises de dioxyde de carbone ont chuté de 25%, soit 200 millions de tonnes, comparées à la même période en 2019, selon le Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur (CREA). Cette baisse est équivalente aux émissions annuelles de CO<sub>2</sub> de l'Argentine, de l'Égypte ou du Vietnam. Selon les experts, la mortalité due au Covid-19 en Chine sera inférieure à celle évitée par la baisse de la pollution atmosphérique, estimée à environ 1,1 million de morts chaque année. À Paris, on observe une nette amélioration de la qualité de l'air, selon un premier bilan d'Airparif publié ce mercredi. Sur la semaine du 16 au 20 mars, comparé à d'autres mois de mars, l'association de surveillance de la qualité de l'air en Île-de-France a ainsi relevé « *une amélioration de la qualité de l'air de l'ordre de 20 à 30% dans l'agglomération parisienne, consécutive à une baisse des émissions de plus de 60% pour les oxydes d'azote* ». « *Malgré une augmentation du chauffage résidentiel, cette baisse est liée en grande partie à la forte diminution du trafic routier et aérien* », avec la mise en place du confinement.

Avec la baisse des GES le climat revient à la normale ainsi que l'ensemble des conditions de vie sur la planète.

### **Des milliards de dollars pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie**

Si cette pandémie peut apparaître comme une bénédiction pour l'environnement, d'un point de vue économique, le confinement qui entraîne l'effondrement de la demande en biens et services, les interdictions de voyages et de déplacements interrégionaux, la fermeture des usines, est un cauchemar. Les mesures exceptionnelles et massives d'urgence sanitaires rendues nécessaires pour soigner les patients atteints de la maladie et pour enrayer la propagation du virus, mobilisent toutes les ressources des systèmes de santé, les submergent même, obligent au repliement de la population et à la mise à l'arrêt de l'activité économique.

Des centaines de milliards de dollars sont injectés pour soutenir les familles privées de revenus et les entreprises qui ont à faire face aux frais fixes de leurs immobilisations et équipements, alors que la production et les ventes sont suspendues. Pour maintenir les liens d'emploi, des subventions sont accordées aux entreprises : le gouvernement canadien offre de subventionner 75 pour cent des salaires des employés des PME. Cette subvention pourra s'appliquer pour une période de trois mois, rétroactive au 15 mars. « Ça veut dire que les employés continueront d'être payés même si l'entreprise pour laquelle ils travaillent a dû ralentir ou arrêter ses activités à cause de la Covid-19 » explique le Premier ministre Justin Trudeau. Les pays s'endettent à des niveaux sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale, et le spectre de la récession plane. « La santé avant l'économie » répètent nos dirigeants politiques.

### **L'après-pandémie**

Et déjà les pays s'affairent à préparer l'après-pandémie. Là encore des mesures extrêmement coûteuses sont prévues pour relancer l'activité économique. Sans reprise de la croissance et de l'emploi c'est l'effondrement.

Soit, mais quel type de croissance ? Aurons-nous tiré des leçons de cette crise ? Plusieurs études établissent un lien entre la propagation du virus et la pollution et aussi la densité de la population, ces deux facteurs cohabitent généralement. Or, dans les déclarations gouvernementales relatives à la reprise économique, peu de signes indiquent que celle-ci empruntera de nouvelles voies, des voies plus « vertes ». Le gouvernement Trudeau a annoncé son intention d'accélérer les forages pétroliers en mer : le 16 mars, le ministre de l'Environnement, Jonathan Wilkinson, a autorisé les pétrolières Husky Oil et Exxon à mener 10 forages exploratoires. Bien sûr, la reprise va, dans un premier temps, avoir un grand besoin de pétrole, première source d'énergie, mais le moment n'est-il pas propice pour revoir la stratégie énergétique nationale et accélérer le processus d'affranchissement progressif de la dépendance aux énergies fossiles au profit des énergies renouvelables ?

Les lois climats, les investissements verts seront-ils « mis sur pause » pour faciliter la reprise économique dans la continuité de l'avant-pandémie ? Qu'advient-il maintenant du « Green Deal » ? Alors que tous les groupes politiques ont intégré, à des degrés divers, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, y aura-t-il

un ressac pour un rattrapage rapide de la croissance économique négligeant la transition énergétique ?

La conscience des enjeux climatiques progresse par vague. Les conséquences économiques de la pandémie mettront-elles cette progression sur un temps d'arrêt dans la durée ? Quelles seront les priorités nationales ?

« Donner des milliards de dollars aux entreprises pétrolières et gazières défailtantes ne fera que prolonger notre dépendance envers les combustibles fossiles. Tout plan de sauvetage de l'industrie du pétrole sera probablement l'un des plus importants programmes de dépenses fédérales de l'histoire récente », avance Julia Levin d'Environmental Defence. Elle affirme que ces dépenses devraient être alignées sur d'autres priorités fédérales, comme aider à quitter le secteur des combustibles fossiles et à lutter contre les changements climatiques. « Ils devraient profiter de cette occasion pour mettre en place les types d'investissements qui correspondent aux engagements qu'ils ont pris. »

La crise sanitaire actuelle nous pousse à nous interroger sur nos manières de consommer et nos organisations de travail. Le répit qui est accordé à la planète du fait de l'activité économique et des transports « mis sur pause » pour stopper la propagation de la pandémie du covid-19, ne sera-t-il qu'un incident ponctuel dans la trajectoire contemporaine de notre civilisation, ou l'occasion d'une prise de conscience profonde ?

Le temps est-il propice pour faire de cette crise une opportunité pour des changements majeurs tant économiques que sociétaux ? Ce pourrait être le moment rêvé pour engager un virage déterminant vers un nouveau modèle économique, mais aussi d'une nouvelle gouvernance.

### **La reprise du pouvoir public sur le pouvoir financier**

Depuis des décennies que l'on clame que le pouvoir politique a été usurpé par le pouvoir financier sans qu'il n'y ait ni contestation ni volonté de changer les choses. Et si maintenant on prenait toute la mesure de cette aberration ?

"Les capitalistes ont pris pour acquises les ressources fournies par l'État – l'éducation, la santé, les infrastructures – sans jamais réaliser que les ressources dont ils spoliaient l'État les priveraient, au bout du compte, du monde qui rend l'économie possible. Cela doit cesser. Pour que l'économie ait un sens, elle a besoin d'un monde. Et ce monde ne peut être construit que collectivement, grâce à la contribution du secteur privé au bien commun. Si seuls les États peuvent gérer une crise d'une telle ampleur, ils ne seront pas suffisamment forts pour nous faire sortir à eux seuls de cette crise : il faudra que les entreprises contribuent au maintien des biens publics, dont elles ont tant bénéficié." (Eva Illouz, sociologue franco-israélienne) Par extension, c'est l'ensemble de la société qui a besoin d'un partenariat renouvelé des acteurs économique et des décideurs publics, et ceux-ci

ont la charge d'exercer le leadership nécessaire à la promotion et à l'accomplissement du projet de société.

En somme, il faudra un nouvel ordre des pouvoirs qui gèrent nos vies, soit principalement la reconquête du pouvoir politique sur le pouvoir financier, et la participation du secteur privé au bien-être collectif. L'État doit se faire protecteur.

Tout un défi pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Le système néolibéral aurait-il atteint son terme par excès de prédation des ressources naturelles et mise à mal de nos cadres de vie. Quel retour de la productivité et des rendements sur le capital humain et naturel vers les travailleurs et les services publics ? Quelle solidarité nationale et planétaire à défendre ? Quel équilibre rétablir entre la quête du bien collectif et celle du bénéfice privé ?

### **La pandémie : coup d'accélérateur au mouvement de reconquête des régions ?**

Cet *a parte* sur la pandémie et ses suites, n'est pas sans lien avec le sujet de ce billet, soit la reconquête des régions. Nous avons évoqué plus haut un ensemble d'évolutions en cours qui créent les conditions d'une nouvelle attractivité des régions, de leurs petites villes et territoires ruraux. Les prises de conscience à la fois économiques et sociales issues de la pandémie viennent ajouter de nouveaux éléments à cette attractivité.

Le courant de mondialisation des marchés si impérativement instauré depuis les années 70, risque de voir surgir un plaidoyer pour un retour aux économies nationales et une montée en puissance des mérites du développement local et régional. L'objectif étant d'innover et de produire où l'on vend (municipalité, région, pays). Autosuffisance, agriculture paysanne ajoutée à l'agriculture conventionnelle, circuits courts, commerces de proximité, achat local, valorisation des systèmes productifs locaux, synergie des partenaires publics et privés au sein des communautés, sentiment d'appartenance, etc., autant de notions plus ou moins considérées marginales par rapport à la « vraie économie » qui occuperont peut-être une place plus noble dans la définition de l'économie post-pandémie.

Après la vague de délocalisation d'entreprises vers des pays à faible coût de production, on pourrait assister à un mouvement de retour d'unités de production au pays, un phénomène de « relocalisation ».

La conscience environnementale pourrait accélérer l'adhésion aux principes de l'économie circulaire et favoriser le développement de nouvelles filières au tableau du développement durable.

Certains spécialistes en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire invitent les autorités des grandes villes à revoir les mesures de [densification](#) (croître en hauteur plutôt qu'en largeur), arguant que les fortes densités sont propices à la propagation de pathologies contagieuses. De ce point de vue, la croissance urbaine serait encouragée à se déployer dans les banlieues et les couronnes éloignées : les « suburbs » et les « exurbs ». Commentant le nombre particulièrement élevé de personnes contaminées par le Covid-19 dans la ville de New York, le gouverneur de l'état, Andrew Cuomo, déclarait mercredi dernier :

« We have one of the most dense, close environments in the country, and that's why the virus communicated the way it did. Our closeness makes us vulnerable. »

La propagation du Covid-19 force la pratique du télétravail et son intégration dans les organisations du travail et les systèmes de production. La pérennité de cette pratique dans les mois et les années à venir contribuera à réduire la congestion routière, diminuer les émissions de GES et décider de nombreux travailleurs indépendants et salariés à faire le choix d'une installation dans une petite ville ou village en région.

Voilà un florilège de réalités bien actuelles à la source du mouvement de reconquête des régions, de leurs villes et villages.

Mais il y a plus, et peut-être de façon plus fondamentale : le désir de **vivre autrement**. La pandémie aura permis chez plusieurs une démarche introspective critique de leur mode de vie, faisant réaliser le poids du rythme quotidien, le temps consommé dans les transports, l'artificialisation de l'environnement, etc. Les petites villes et les territoires ruraux en région apparaîtront comme les lieux pour entreprendre ce « vivre autrement » et y découvrir les richesses de la nature.

Un article de Patrick Lagacé publié ce matin dans La Presse + (dimanche 29 mars) me fait croire que la pandémie pourrait être un coup d'accélérateur au mouvement de reconquête des régions.

(...) J'ai appelé Mapi, aussi.

Comment tu vas, Mapi ?

Mapi allait pas pire, Mapi est toujours tiraillée entre l'optimisme et la prudence. Imaginez ces jours-ci ! Mapi est sociologiquement et anthropologiquement fascinée, en ces jours terribles. Elle est aussi terrifiée par la souffrance qu'elle perçoit partout...

Qu'est-ce qui va changer, Mapi ?

Elle n'a aucune certitude, comme tout le monde. Juste des théories, des hypothèses. Mapi, elle avait *déjà* changé. Mapi avait une carrière intéressante dans l'audiovisuel canadien-français, à bosser notamment dans des émissions de télé. Une machine à contenu.

Un jour, il y a peut-être deux ans, la machine s'est brisée, elle s'est dit : d'la marde, je débarque...

Elle est débarquée du manège, exit les semaines de fou, la pression, répondre aux emails à 23 h 47 dans son lit et répondre à la réponse à sa réponse à 7 h 04 le lendemain matin...

Et Mapi est allée planter des tomates dans son jardin, dans la banlieue reculée, à l'orée des champs.

« [Dimanche], je suis allée faire des photos. Le soleil était magnifique. J'en profite pendant que l'horizon n'est pas encore en confinement », raconte Mapi  
 « Je pense que le monde va redécouvrir des affaires, m'a-t-elle répondu. Faire un potager. Cuisiner. Une forme d'autosuffisance, peut-être... »

« J'ai l'impression qu'on va devoir penser en amont, prévoir les coups. On peut-tu arrêter d'être juste dans l'immédiat ? On peut-tu prévoir ? »

Mapi, au bout du fil, s'est mise à jazer et à rêver un peu...

« Tsé, peut-être qu'après, on pourrait apprendre à vivre ? »

— Vaste programme, Mapi... »

Elle a ri et il y a eu un petit silence.

C'est elle qui l'a brisé en me racontant que ce matin-là, dimanche matin, elle est allée « voir les champs qui nous nourrissent », dans le bout de Saint-Grégoire. (...)

Que le confinement auquel nous sommes tous contraints, qui peut être source de peur, de souffrances et de profondes inquiétudes, soit l'occasion de tracer les lignes d'un projet personnel, et peut-être aussi d'un projet de société renouvelé, rétablissant la priorité de l'humain sur l'économie, de la nature sur le béton.

« Le choc du coronavirus est en train de pulvériser des croyances très enracinées » (Hubert Védrine). Plusieurs de nos certitudes sont mises à mal. La posture à prendre ne sera pas de tenter de les rétablir mais de chercher à fonder les bases de nouvelles certitudes pour les temps présents et à venir.

Et si les régions faisaient partie de la solution ?

\*\*\*\*\*

Je suis un résident de la ville et de la campagne. Cinq mois et demi là, six mois et demi ici, dans un rang isolé du Bas-Saint-Laurent sur les contreforts des Appalaches, après dix années entières à élever des moutons avec ma famille. Aujourd'hui, mon adresse « permanente » est celle de la ville. Suis-je un urbain ou un rural ? J'ai 77 ans. Plus de 50 ans à observer, analyser, comprendre, promouvoir et défendre les régions et la ruralité du Québec. Je sais que mon appartenance première est à cet îlot de campagne où plongent mes racines les plus profondes. De la fenêtre de mon bureau exigü, la blancheur des champs s'étend à perte de vue. Au nord, la ligne d'horizon se confond avec celle du fleuve majestueux. Au sud, loin, à la limite des terres défichées, c'est la forêt dont je n'ai que quelques rares fois marché jusqu'à sa borne. Un vol de plectrophanes des neiges vient de se poser sur les branches dénudées du sorbier près du garage. Ils dévorent les derniers fruits rouges qui ont traversé l'hiver. Ces paysages m'émeuvent et me contentent.